

# Communiqué de presse : Publication du rapport Frontières & COVID-19

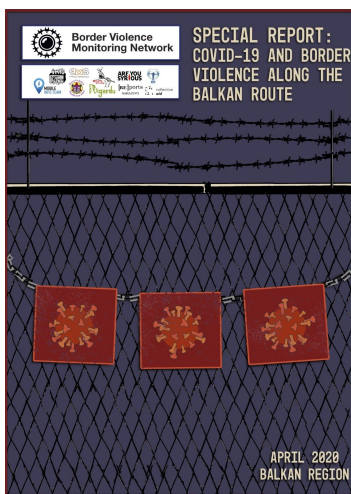
12 Mai 2020



Border Violence  
Monitoring Network



Le Border Violence Monitoring Network<sup>1</sup>, alliance de groupes documentant les pushbacks (renvois forcés illégaux) dans la région des Balkans et en Grèce, vient de publier un rapport spécial sur l'impact de la crise sanitaire actuelle sur la gestion des frontières. Cette nouvelle publication partage le témoignage direct de personnes en mouvement, qui subissent le confinement dû au COVID-19 sur la route des Balkans. Le rapport porte sur la manière dont les mesures restrictives affectent les personnes vulnérables dans les camps et aux frontières de manière disproportionnée. En outre, l'analyse de divers pays de la région montre comment les mesures COVID-19 ont également été utilisées pour façonner et éroder les droits fondamentaux de ces communautés. En abordant le sujet du COVID-19 comme une période utilisée pour suspendre des droits, certains des développements explorés dans ce rapport se penchent notamment sur :



-**Le déploiement de forces militaires** aux frontières et dans les camps comme caractéristique essentielle de la réponse sécuritaire au COVID-19. Cela est notamment illustré par les propositions du gouvernement slovène en vue d'augmenter la mission de l'armée dans la zone frontalière et des garnisons présentes dans les camps en Serbie.

-**Le développement des pratiques de refoulement illégal** dans des pays comme la Croatie, qui a pris un tournant inquiétant. Cela est particulièrement visible dans le marquage corporel à la peinture des groupes de migrants en transit, ainsi que dans la propagation cachée du COVID-19 au sein des forces de police en cause à Topusko, ce qui met directement en danger les personnes en mouvement.

-**Les expulsions collectives des camps**, lesquelles sont rapidement devenues une nouvelle préoccupation pour les résidents des centres

d'accueil en Grèce et en Serbie. Les mesures de confinement ont été utilisées à plusieurs reprises comme prétexte pour effectuer des refoulements illégaux, à grande échelle, de personnes se trouvant dans des camps du centre-ville et dans des centres accueillant des demandeurs d'asile.

-**Des structures d'hébergement inadéquates**, une préoccupation constante pour les groupes en transit qui se voient refuser les moyens de base pour pouvoir appliquer les nécessaires protocoles sanitaires. Tout au long de la route des Balkans et en Grèce, la fermeture stricte des centres a mis en lumière des privations de liberté disproportionnées, ainsi qu'une négligence délibérée des normes d'hygiène par les États et l'Union européenne.

Ces constatations indiquent que les inégalités s'aggravent pour les personnes en mouvement, dont l'accès aux procédures d'asile, aux soins de santé, à un logement adéquat et à la sûreté contre des expulsions collectives brutales a rapidement diminué avec la prise de mesures restrictives en lien avec le COVID-19. Pour en savoir plus, vous êtes invité(e) à lire le [rapport complet](#). Vous pouvez également nous contacter pour toute question concernant cette version ou si vous souhaitez de plus amples informations. Notre contact :

[mail@borderviolence.eu](mailto:mail@borderviolence.eu) / +447592389699 (whatsapp/signal)

<sup>1</sup>BVMN est un réseau d'organismes de vigilance (« chiens de garde » ou « watchdogs ») en Grèce et dans les Balkans occidentaux, incluant : No Name Kitchen, Rigardu, Are You Syrious, Mobile Info Team, Wave Thessaloniki, InfoKolpa, Escuela con Alma, Centre for Peace Studies, Mare Liberum, InfoPark, Collective Aid et Fresh Response.